

Formulaire T2

DECLARATION RELATIVE A L'OBTENTION D'UN EXTRAIT DES INFORMATIONS PORTEES AU REGISTRE DES TRUSTS

Loi n°214 du 27/02/1936 portant révision de la loi n°207 du 12 juillet 1965 sur les trusts, modifiée.

RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

La présente déclaration doit être rédigée et signée par le déclarant. Elle est remise en original au Service par le déclarant ou par le mandataire muni d'un pouvoir spécial de représentation annexé en original à la déclaration. Toute déclaration non dûment complétée et/ou non accompagnée des pièces justificatives requises sera considérée comme irrecevable.

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Déclaration déposée le :

N° d'arrivée :

I. TRUST CONCERNEE OU CONSTRUCTION JURIDIQUE SIMILAIRE A UN TRUST

N° d'enregistrement au Registre des Trusts :

Forme juridique :

Dénomination ou raison sociale :

Juridiction :

II. CONCERNANT LE REQUERANT

A/ Si vous êtes un trustee ou le représentant local d'un trustee établi ou domicilié à l'étranger ou une personne occupant des fonctions équivalentes aux trustees dans une construction juridique similaire :

1. Si vous êtes une personne physique :

Nom :

Nom d'usage :

Prénom(s) :

Surnom ou pseudonyme :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Adresse personnelle :

Code postal :

Ville :

Pays :

2. Si vous êtes une personne morale :

Forme juridique :

Dénomination ou raison sociale :

Siège social

N° : Voie :

Code postal : Ville : Pays :

L'organe qui la représente légalement ou en vertu d'une délégation de pouvoir :

B/ Si vous êtes une personne physique visée aux articles 1^{er} et 2 de la loi n°1.362 du 03/08/2009, modifiée :

Nom : Nom d'usage :

Surnom ou pseudonyme :

Prénom(s) :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Adresse personnelle :

Code postal : Ville : Pays :

C/ Si vous êtes une personne morale visée aux articles 1^{er} et 2 de la loi n°1.362 du 03/08/2009, modifiée :

Forme juridique :

Dénomination sociale :

Siège social

N° : Voie :

Code postal : Ville : Pays :

L'organe qui la représente légalement ou en vertu d'une délégation de pouvoir

III. CONCERNANT LE REQUERANT

1/ Indication de l'organisme ou de la personne visé(e) aux articles premier et 2 de la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée, à laquelle vous appartenez :

2/ Indication de(s) la(les) mesure(s) de vigilance visée(s) au chapitre II de la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée, à l'origine de la déclaration relative à l'obtention d'un extrait des informations portées au registre des bénéficiaires effectifs :

IV. PIECES JUSTIFICATIVES

A peine d'irrecevabilité, la déclaration doit être accompagnée :

Pour les requérants A, B et C :

- De la copie recto/verso d'une pièce d'identité nationale en cours de validité du signataire ;
- Le cas échéant, d'un pouvoir spécial de représentation en original.

Pour les requérants B et C :

- De toutes pièces permettant d'établir que la personne requérante appartient à l'un des organismes ou des personnes visés à l'article premier et 2 de la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée ;
- Justificatif de l'information concomitante du trustee ou de la personne occupant une fonction équivalente dans une construction juridique similaire.

SIGNATURE DU DOCUMENT

Je suis le trustee, le représentant local d'un trustee établi ou domicilié à l'étranger ou une personne occupant des fonctions équivalentes aux trustees dans une construction juridique similaire

Je suis une personne morale ou physique visée aux articles 1^{er} et 2 de la Loi n°1.362 du 03.08.2009

Je suis le mandataire

Nom :

Prénom(s) :

OU

Dénomination sociale :

Je certifie l'exactitude des renseignements portés sur le formulaire

A :

Le :

Signature :

Le Directeur du Développement Economique atteste la conformité de la déclaration ci-dessus avec les pièces justificatives produites et procède à la mise en œuvre de la procédure y relative.

Monaco, le

P/° le Directeur

Les informations nominatives collectées par la Direction du Développement Economique par le biais de ce formulaire sont destinées à faire l'objet d'un traitement automatisé d'informations nominatives (Finalité : Gestion d'un « registre des trusts » afin de répondre aux dispositions de la Loi n° 214 du 27 février 1936, modifiée). En application de l'article 13 de la Loi n° 1.165 du 23 décembre 1993 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations nominatives. Sont destinataires des informations les organismes et personnes visés aux articles premier et 2 de la loi n° 1.362 du 3 août 2009, modifiée, dans les conditions fixées à l'ordonnance souveraine n° 8.635 du 29 avril 2021 modifiée dans le cadre de la mise en œuvre de leurs obligations de vigilance. Toute personne dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations la concernant en écrivant à la Direction du Développement Economique – protection des données personnelles.